Le Grand Jeu à la recherche d'un nouveau terrain de manœuvres

Description

Tel le Phoenix qui renaît de ses cendres, le Grand Jeu, autrefois baptisé ainsi pour décrire la guerre froide à laquelle, tout au long du 19ème siècle, se sont livrées la Grande-Bretagne et la Russie pour le contrôle du Caucase, est, depuis l'écroulement de l'empire soviétique, en pleine mutation. Son terrain de manœuvres, un premier temps centré sur la zone Caspienne – Asie centrale, connaît depuis peu un glissement sensible vers le sud. Principaux acteurs de cette lutte renaissante, les États-Unis, la Russie, la Chine et, dans une bien moindre mesure, l'Union européenne. Principaux enjeux, les ressources énergétiques et leur contrôle.



C'est à la lumière de ces enjeux et des intérêts géopolitiques des acteurs, tant internationaux que régionaux, que les raisons de ce Grand Jeu peuvent être pleinement appréhendées. En tout état de cause, la chute de l'empire soviétique et les conséquences du 11 septembre 2001 ont profondément modifié la donne géopolitique en l'Asie centrale. Si les Etats-Unis ont pu, dans un premier temps, tirer avantageusement profit de cette nouvelle donne, le retour en force d'une Russie à nouveau conquérante et avide de reprendre la place qu'elle occupait sur la scène internationale, les contraint à un repositionnement. L'avenir de la stratégie américaine semble maintenant dépendre de la capacité de Washington à stabiliser l'Afghanistan, position stratégique essentielle sur l'échiquier géopolitique et pont entre l'Asie centrale et l'Asie du sud.

Un accord « surprise » qui change la donne

A la mi-mai 2007, les présidents russe Vladimir Poutine, kazakh Noursultan Nazarbaev, et turkmène Gourbangouly Berdymoukhammedov, sont convenus, à Turkmenbachi, ville portuaire du Turkménistan sur les rives de la Caspienne, de lancer un projet pour la création d'un consortium qui sera chargé de la construction d'un gazoduc caspien. Touchant directement aux intérêts de plusieurs pays européens et des Etats-Unis, cette décision ne peut qu'influer sur leurs rapports avec la Russie.

L'objectif de ce consortium consiste, en posant un nouveau tronçon le long du littoral oriental de la mer Caspienne, à porter le débit du gazoduc en activité « Asie centrale – Centre 4 » (Russie centrale) à 10 milliards de m^3 par an contre près de 2 milliards actuellement. Quant au débit du gazoduc « Asie centrale – Centre 3 », qui relie les réseaux turkmène, ouzbek et kazakh au réseau russe, il devra être porté à 20 milliards de m^3 par an. Les experts estiment que cet ensemble de gazoducs devrait, à l'horizon 2014, être en mesure d'acheminer annuellement vers la Russie jusqu'à 90 milliards de m^3 de gaz centrasiatique.

Corollaire de cette décision, la probabilité de réalisation d'un autre projet, celui du gazoduc transcaspien fortement soutenu par les États-Unis et l'Union européenne – un ouvrage alternatif qui suppose le transport du gaz d'Asie centrale vers l'Europe par le Caucase du Sud et la Turquie en contournant la Russie – est réduite au minimum. Même si les présidents turkmène et kazakh n'écartent pas, *a priori*, l'éventualité de l'examen du projet transcaspien, les experts russes estiment que les réserves gazières centrasiatiques ne seront pas suffisantes pour alimenter une deuxième conduite.

Cet accord a été unanimement présenté par les médias internationaux comme une victoire des Russes sur le monde occidental. *EurasiaNet* note que « *Moscou enregistre une victoire dans le Grand Jeu énergétique de la zone Caspienne* » et le *Washington Post* juge que l'accord de Turkmenbachi, « *signe la défaite des visées politiques et énergétiques américaines et européennes sur la région* ». Le sentiment général prévaut maintenant que, si cet accord ne sonne pas définitivement le glas du projet alternatif de gazoduc transcaspien, il lui porte néanmoins un coup sévère. Alors qu'il

faisait déjà face à un certain nombre d'obstacles technico-financiers, diplomatiques et écologiques – incertitudes sur les quantités exactes des réserves, nombreuses questions sur la rentabilité, absence de traité entre les pays riverains sur le partage des fonds marins de la Caspienne et risques environnementaux – le coup gagnant de Moscou réduit considérablement les chances de réalisation de ce projet. Il éclaire aussi d'un jour nouveau les orientations envisageables du Grand Jeu vers le sud.

Les arrière-pensées américaines et la lutte contre le terrorisme

Quelques mois à peine après le déclenchement des opérations militaires en Afghanistan, le secrétaire d'État américain de l'époque, Colin Powell, déclarait en substance, devant le Congrès, que cette intervention constituait une formidable opportunité d'établir «*une présence continue en Asie centrale afin de participer à la défense des intérêts américains*».

Dans le courant de l'été 2005, les Russes réalisent que ce déploiement militaire sert dangereusement, à leurs yeux, une stratégie américaine beaucoup plus traditionnelle de realpolitik. Initialement présenté comme une réponse légitime aux menaces terroristes, ce déploiement s'est transformé en un outil de présence permanente américaine. Grâce aux bases militaires dont ils disposent, les Etats-Unis ont pris pied au cœur même de l'Asie centrale. Le ministre russe des Affaires étrangères, en appelant au retrait des «*forces non régionales*», allume immédiatement les premiers contre-feux. Le 5 juillet 2005, l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) relaye aussitôt cet appel. La déclaration commune des chefs d'État des pays membres de cette organisation demande que « *les pays participant à la coalition militaire antiterroriste en Afghanistan établissent un calendrier de retrait de leurs contingents encore basés sur les territoires des pays membres de l'OCS* ». Les intentions, claires, de Moscou et, plus discrètes, de Pékin apparaissent évidentes.

Washington est contraint, dès le début 2006, de revoir sa stratégie. En février, le département d'État américain annonce la réorganisation de sa division « *Asie du sud* » qui est rebaptisée « *Grande Asie* ». Elle englobe dorénavant les cinq républiques d'Asie centrale. C'est Richard Boucher, collaborateur du secrétaire d'État, qui théorise cette réorientation en présentant la nouvelle stratégie américaine. L'idée est simple: il s'agit de réorienter la région vers le sud en faisant miroiter aux pays d'Asie du sud, essentiellement l'Inde et le Pakistan, largement déficitaires en matières énergétiques, la possibilité d'accéder aux formidables ressources d'Asie centrale.

Le succès de ce mouvement vers le sud dépend d'une part de la stabilisation de l'Afghanistan qui, de par sa position géographique constitue le point de passage obligé entre Asie centrale et Asie du sud. D'autre part, et c'est le point le plus crucial, il dépend de la normalisation durable des relations entre l'Inde et le Pakistan.

La stratégie américaine est claire. En offrant à l'Inde et au Pakistan l'occasion et la possibilité de prendre pied en Asie centrale, elle cherche à tuer dans l'œuf toute éventualité de réalignement régional au profit de l'Iran ou de la Chine et qui pourrait venir contrarier les desseins américains. Elle repose sur un multilatéralisme de façade, dans lequel les Etats-Unis s'attribueraient, depuis l'Afghanistan, le rôle central de « *Monsieur bons offices* » entre Asie centrale et Asie du sud. Il reste aux Américains à faire accepter, par les autres acteurs régionaux, la vision d'un Afghanistan plus « *plaque tournante et tête de pont* » que « *rempart* ». Mission d'autant plus délicate que leur présence permanente en Afghanistan empiète sérieusement sur les intérêts propres de chacun des acteurs que sont l'Iran, la Russie, la Chine et le Pakistan, à l'exception de l'Inde qui constitue un cas à part.

La Russie sur tous les fronts : énergétique, diplomatique et militaire

Les importantes infrastructures de gazoducs russes qui alimentent l'Europe constituent la pièce maîtresse de la stratégie globale de Moscou en matière énergétique. Toute instabilité ou réorientation des flux menacerait la stratégie d'exportation du géant gazier russe Gazprom.

Les nombreux accords énergétiques signés, au début des années 2000, entre Moscou et les républiques d'Asie centrale, font dire à de nombreux experts que, même si Washington réussit son ambitieux objectif d'un Afghanistan redressé, les réserves régionales seront insuffisantes pour satisfaire les énormes besoins des pays d'Asie du sud.

La Russie envisage d'acheter, à partir de 2008, 85 % des exportations de gaz turkmène soit 50 milliards de m^3. Le reste devrait être expédié vers l'Iran. En conséquence, l'accord russo-turkmène d'avril 2003 qui court jusqu'en 2028 ne laisse

que très peu de gaz disponible pour les autres marchés. En outre, le projet de gazoduc qui relierait le Turkménistan à l'Inde *via* l'Afghanistan et le Pakistan apparaît de plus en plus, pour des raisons de financements colossaux, comme un inaccessible rêve.

Du côté du Kazakhstan, l'autre eldorado gazier et pétrolier régional, la récente déclaration du président N. Nazarbaev, à l'issue de sa rencontre avec son homologue russe début mai, illustre la formidable attraction russe et laisse peu d'espoir : « *Le Kazakhstan s'engage à exporter une grande partie – si ce n'est la totalité – de son pétrole et de son gaz* via *le territoire russe* ». En 2006, 80 % de la production pétrolière du Kazakhstan ont emprunté les pipelines russes. L'accord du 12 mai entre les trois présidents russe, kazakh et turkmène parachève cette consolidation russe.

Sur le plan diplomatique, les relations russo-afghanes sont, depuis la réouverture de l'ambassade de Russie à Kaboul en février 2006, en voie de normalisation. La décision de Moscou est sans ambiguïté. En montrant sa volonté d'apurer les comptes de l'époque soviétique, la Russie espère bien voir ses entreprises prendre part au formidable marché de la reconstruction du pays. En mars dernier, Moscou a, dans le cadre de l'Organisation du Traité de Sécurité Collective, organisé avec Kaboul un certain nombre de rencontres et de réunions portant tout à la fois sur la coopération civile et l'assistance technico-militaire.

En novembre 2005, un accord d'alliance défensive entre la Russie et l'Ouzbékistan, de loin le pays le plus important des cinq républiques d'Asie centrale au plan militaire, concrétise le retour en force de Moscou sur le terrain régional. Peu après, les autres États emboîtent le pas à l'Ouzbékistan et effectuent le choix stratégique de rétablir le contact avec un Kremlin qui a le vent en poupe. Plus récemment, le Kirghizstan qui abrite la base russe de Kant, en pleine expansion, a laissé planer la menace de l'expulsion des troupes américaines de la base voisine de Manas.

Pour Téhéran, l'avenir se lève à l'Est

Conséquence de la formidable force d'attraction que Moscou exerce sur les immenses ressources énergétiques d'Asie centrale et compte tenu du fait que seule une part infime de ces ressources empruntera une voie vers l'est, les hydrocarbures et gaz iraniens deviennent très attractifs pour les pays du sud et du sud-est asiatique.

Les toutes dernières réaffirmations du géant gazier russe Gazprom de prendre part à la réalisation du pipeline Iran-Pakistan-Inde (IPI) changent radicalement la donne et déchargent ce projet des inévitables « *conditions morales et politiques de bonne gouvernance* » qu'aurait impliqué un financement occidental. Deux développements récents donnent une nouvelle dimension au projet IPI. Tout d'abord, c'est la déclaration d'un des responsables de Gazprom qui envisage « *la prolongation de ce pipeline vers la Chine* ». Une telle prolongation suppose néanmoins la convergence des intérêts de tous les acteurs régionaux. C'est ensuite la visite au Pakistan du Premier ministre russe Mikhail Fradkov, la toute première de ce niveau en 38 ans. Visite d'autant plus significative que sa délégation était composée de hauts responsables de Gazprom.

Les liens de Téhéran avec l'Asie centrale sont également en pleine mutation. Au début du mois de mai, l'accord de défense signé entre l'Iran et le Tadjikistan, très vraisemblablement avec la bénédiction de Moscou, dessine le futur des relations entre les pays de l'Asie centrale et leur voisin du sud. Le président tadjik, Emomali Rahmon, souhaite ouvertement que Téhéran devienne membre à part entière de l'OCS et le Kirghizstan déclare vouloir intensifier ses relations avec l'Iran.

Une Asie du Sud divisée

Les relations indo-pakistanaises constituent la clé de toute collaboration géoéconomique interrégionale. Sans accord entre Islamabad et New Delhi, l'intégration transnationale est illusoire. Bien que le rapprochement entre les deux frères ennemis progresse à grands pas -il y a une formidable logique géostratégique pour qu'il n'en soit pas autrement-, il y a encore beaucoup à faire en matière de stabilité politique avant que les deux protagonistes n'enterrent définitivement la hache de guerre et ne remisent leur arsenal nucléaire.

Au-delà de l'importance que ce rapprochement revêt pour ces deux pays, il y a fort à parier que les grandes puissances mondiales, du fait des énormes enjeux économiques qu'il impliquerait, le verraient d'un bons œil !

New Delhi y trouve aussi son compte. Un engagement beaucoup plus diversifié en direction de l'Asie centrale passe obligatoirement par un rapprochement avec Islamabad. Moscou aussi y voit un intérêt évident. En encourageant de telles initiatives de la part des pays d'Asie du sud, les autorités russes disposeraient à bon compte d'une «*roue de secours*» en cas de défaillance de l'un de leurs partenaires stratégiques traditionnels de cette région.

L'Afghanistan, clé de voûte et maillon faible de l'édifice

Sans un Afghanistan pacifié et stabilisé, il est vain de croire qu'on puisse, un jour, établir un pont entre Asie centrale et Asie du sud. La collaboration américano-pakistanaise, malaisée et complexe, ainsi que le rôle central du Pakistan, confèrent à l'Afghanistan une position privilégiée que les Etats-Unis ne sont pas décidés à abandonner.

Seul à se démarquer des commentaires occidentaux généralement entendus ici et là, Anatole Lieven, de la New America Foundation, s'est élevé contre « *une stratégie américaine exclusivement centrée sur l'Afghanistan qui se ferait au détriment des intérêts régionaux des États-Unis beaucoup plus importants* ». Pour lui, « *l'éradication des Talibans est un problème secondaire* ». La survie du Pakistan en tant qu'État et son développement en tant que société économique moderne constituent des enjeux bien plus importants pour la diplomatie américaine.

Un tel raisonnement est très instructif en ce qui concerne les ambitions américaines. D'autant plus instructif, que la poursuite de la destruction des Talibans pourrait, à terme, se solder par une déstabilisation radicale du Pakistan. Pour Washington, le dilemme se pose en ces termes et est exacerbé par le récent retour du Pakistan sur la scène afghane au travers d'éléments présentés comme des « *Talibans modérés* ». En attendant que les États-Unis abandonnent, selon les termes de Selig Harrison, directeur du programme Asie au Centre de relations internationales, « *l'objectif irréel de centraliser rapidement, sous la forme d'une société de style féodal, un pays qui n'a jamais connu la centralisation* », l'Afghanistan avancera -tant bien que mal- sur la voie de la normalisation.

Pour les États-Unis, c'est la quadrature du cercle. Le prix à payer par Washington pour remettre l'Afghanistan sur le chemin de la stabilité est la réconciliation entre d'une part une Alliance du Nord déconsidérée qu'ils soutiennent ouvertement et d'autre part les différents groupes ethniques dont ils se méfient en raison de la montée du nationalisme pachtoune tel qu'il se manifeste aujourd'hui au travers de la résurgence des Talibans.

La Chine lorgne aussi vers le Pakistan

C'est dans un contexte d'intensification accélérée des relations sino-indiennes qu'il faut évaluer les intérêts de Pékin au Pakistan, à l'aune de la stratégie chinoise du « *couloir énergétique sud-est* ». La décision de Pékin d'assurer le développement de ses régions occidentales en est le point de départ. Elle repose sur une nécessité multidimensionnelle. Le développement exponentiel de ses liens géoéconomiques avec l'Afrique de l'est, le golfe persique et l'ouest asiatique lui impose de disposer stratégiquement d'un accès sûr et ininterrompu à ces régions.

La vulnérabilité des importations chinoises d'énergie et matières premières par les routes maritimes de l'océan Indien est unanimement reconnue. C'est pourquoi une route terrestre, qui acheminerait les hydrocarbures indispensables à l'économie chinoise *via* le Pakistan éliminerait la possibilité d'un blocus naval et renforcerait la sécurité énergétique de Pékin.

L'aide chinoise à la construction et la modernisation des infrastructures de transport pakistanaises qui permettent l'acheminement des ressources depuis le port Gwadar, au sud-ouest du pays, sur la mer d'Arabie et au débouché du Golfe d'Oman, jusqu'à la ville de Kashgar, dans la province du Xinjiang, *via* le corridor Trans-Karakoram, est le point de départ de ce qui est présenté comme une nouvelle route de la soie. Avec un Pakistan lui offrant un débouché sur la mer, la Chine disposerait en effet d'un chemin plus court vers les ressources du Golfe arabo-persique et d'Afrique. L'ouverture de l'Afghanistan ne représenterait dès lors pour elle qu'un intérêt accessoire et anecdotique.

Le prochain Grand Jeu à venir

Remodeler les politiques régionales ne sera pas une tâche facile pour Washington D'autant plus que les différents acteurs ne semblent pas prêts d'accepter que les États-Unis jouent un rôle d'arbitre géopolitique de premier plan. Ce

qui, dans la foulée de l'après 11 septembre avait été présenté comme une importante mais délicate avancée vers l'Asie centrale est maintenant considéré comme une retraite défensive, destinée à guider l'Afghanistan sur le chemin d'un avenir aux contours flous et incertains.

Les diplomates américains ne semblent plus guère se faire d'illusions. Evan A. Feigenbaum, du département en charge des affaires d'Asie centrale et d'Asie du sud au secrétariat d'État américain ne déclarait-il pas récemment : « *Les États-Unis rejettent l'idée que l'Asie centrale puisse constituer un théâtre d'affrontements pour des puissances étrangères. Nous tenons à la disposition des États d'Asie centrale tout un ensemble de mesures d'encouragement pour les aider à s'ouvrir économiquement dans toutes les directions. Notre politique n'est dirigée contre personne. Pas plus qu'elle ne privilégie telle ou telle autre direction à l'exclusion de toute autre* » ? Abordant le délicat problème des ressources énergétiques, il ajoutait : « *Nous ne souhaitons pas rompre des relations régionales anciennes et historiques. L'actuel et très important réseau de pipelines, de lignes électriques, de voies ferrées et de routes en Russie et dans d'autres pays membres de la Communauté des États indépendants constitue l'épine dorsale du commerce et des échanges en Asie centrale* ».

La tournée de Vladimir Poutine en Asie centrale, au printemps 200, constitue le dernier mouvement sur l'échiquier géopolitique de cette région et il semble bien avoir sifflé la fin de la partie du Grand Jeu en Asie centrale. Pour Washington, un nouvel épisode semble devoir s'écrire en Asie du sud qui, de possible tête de pont vers le centre, va devenir le centre primordial de son influence géopolitique sur le continent asiatique.

Il sera certainement très intéressant de voir comment les Etats-Unis vont faire évoluer leur posture actuelle de stratégie défensive en Afghanistan et au Pakistan. Compte tenu des investissements importants qu'ils ont consentis, tant en vies humaines que sur le plan financier, il est plus que probable qu'ils vont essayer de consolider leurs moyens d'action en Asie du sud, surtout au Pakistan, afin d'une part de pérenniser leur présence stratégique, et d'autre part de contrebalancer la présence grandissante de la Chine dans la région.

Par Renaud François

Retour en haut de page

date créée
01/09/2007
Champs de Méta
Auteur-article : Renaud FRANCOIS